

A Saint-Denis, le 8 Mai 2020

La fédération SUD-Rail appelle les cheminot-e-s à ne pas participer aux opérations de contrôle et de verbalisation du masque obligatoire !

Depuis l'annonce du port obligatoire du masque dans les transports, la question de leur fourniture, du contrôle et de la verbalisation fait l'objet de toutes les spéculations et cafouillages entre les opérateurs de transport et le gouvernement. A trois jours de la « reprise », la direction SNCF n'a communiqué ni les organisations du travail ni les formations aux nouvelles tâches qui seraient allouées aux salarié-es dont ce n'est pas la mission et les prérogatives normales.

La décision de rendre obligatoire une attestation de l'employeur en IDF rend insoutenable une situation déjà explosive. Dans ce capharnaüm, pour protéger leur santé, la fédération SUD-Rail appelle les cheminot-e-s à ne pas participer aux opérations de contrôles et de verbalisation du masque obligatoire pour se concentrer sur la gestion des flux de voyageurs dans les gares et dans les trains en préservant leur sécurité avant tout !

Le 11 Mai et après, la mission des cheminot-e-s, c'est d'assurer la production ferroviaire en toute sécurité !

Alors que l'ensemble des acteurs du transport s'accorde sur la difficulté d'organiser les transports en respectant les gestes barrières, et sur le casse-tête que représente la gestion des flux de voyageurs dans les gares et dans les trains, SUD-Rail considère qu'il ne relève pas de la mission ni des prérogatives des cheminot-es de contrôler ou verbaliser pour le non-port du masque. Le 11 mai, les missions des cheminot-es seront de se concentrer sur la gestion des flux, l'information et la production ferroviaire. Ils/elles sont formé-es pour cela, pas pour assumer les tâches improvisées par les pouvoirs publics.

C'est à l'Etat et au patronat de fournir gratuitement les protections pour les transports !

Les usagers des transports, majoritairement des salarié-es qui se rendent à leur travail, n'ont pas à supporter le coût des masques.

La priorité économique de reprise décrétée par le patronat et suivie par le gouvernement ne doit pas se faire sur le dos de la santé ou du porte-monnaie des citoyen-nes.

Si le masque permet d'assurer une meilleure protection contre le virus, ce sont bien les pouvoirs publics (en mettant à contribution le patronat) qui doivent équiper l'ensemble de la population. Les plus précaires, déjà fortement impacté-es, les salarié-es qui n'ont pas d'autres choix que de se rendre sur leur lieu de travail, ne doivent pas supporter le coût de leur sécurité.



Pour la justice sociale, La fédération SUD-Rail revendique la gratuité des masques pour toutes et tous et leur mise à disposition généralisée dans les transports !